

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 95 - 2076

4 MAI 1995. - Loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux est abrogé.

Art. 2. A l'article 3 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 1 est remplacé par ce qui suit :

" 1. Elevage de chiens : établissement où sont détenues des chiennes pour la reproduction, où naissent annuellement au moins trois nichées et où ne sont commercialisés que des chiens élevés dans cet établissement; "

2° le point 2 est remplacé par ce qui suit :

" 2. Elevage de chats : établissement où sont détenues des chattes pour la reproduction, où naissent annuellement au moins trois portées et où ne sont commercialisés que des chats élevés dans cet établissement; "

3° au point 3, les mots " abandonnés ou négligés " sont remplacés par les mots " abandonnés, négligés, saisis ou confisqués; "

(1) Sénat.

Session ordinaire 1991-1992.

214-1 Proposition de loi. - 263-1 Proposition de loi. - 309-1 Proposition de loi. - 370-1 Proposition de loi.

Session 1992-1993.

598-1 Proposition de loi. - 665-1 Proposition de loi. - 763-1 Proposition de loi. - 855-1 Proposition de loi.

Session 1993-1994.

972-1 Projet de loi. - 972-2 Rapport fait au nom de la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes par MM. De Meyer et Maertens. - 972-3 Amendement proposé par M. Verreycken. - 972-4 Amendements proposés par M. Cuyvers et consorts. - 972-5 Amendements proposés par M. Matthys et consorts. - 972-6 Amendements proposés par M. Bock. - 972-7 Articles adoptés en première lecture.

Annales parlementaires. - Séances de 18 et 19 janvier 1995.

Chambre des représentants.

Session ordinaire 1991-1992.

334-1 Proposition de loi.

Session 1993-1994.

1460-1 Proposition de loi. - 1506-1 Proposition de loi. -

Session 1994-1995.

1679-1 Projet transmis par le Sénat. - 1679-2 Amendements n° 1 à 10 de M. Wymeersch, n° 11 de M. Denys et n° 12 de MM. Beysen et Denys. - 1679-3 Amendements n° 13 et 14 de M. Coveliers et consorts. - 1679-4 Amendements n° 15 à 17 de M. Standaert. - 1679-5 Amendements n° 18 et 19 de Mme Stengers & M. Duquesne. - 1679-6 Amendements n° 20 à 32 de M. Denys et consorts. - 1679-7 Amendements n° 33 et 34 de M. Wymeersch. - 1679-8 Amendements n° 35 de M. Hazette. - 1679-9 Amendements n° 36 de M. Hazette. - 1679-10 Rapport fait au nom de la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes par M. Hazette.

Annales parlementaires. - Séances des 3 et 7 avril 1995.

MINISTERIE VAN JUSTITIE, MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW EN MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 95 - 2076

4 MEI 1995. - Wet tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van dieren (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachten hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 1 wordt vervangen als volgt :

" 1. Hondenkwekerij : instelling waarin tevens voor de kweek worden gehouden, waar jaarlijks ten minste drie nesten geboren worden en waar alleen in deze instelling gekweekte honden worden verhandeld; "

2° het punt 2 wordt vervangen als volgt :

" 2. Kattenkwekerij : instelling waarin kattinnen voor de kweek worden gehouden, waar jaarlijks ten minste drie nesten geboren worden waar allen in deze instelling gekweekte katten worden verhandeld; "

3° in het punt 3 worden de woorden " achtergelaten of verwaarloosde dieren " vervangen door de woorden " achtergelaten, verwaarloosde, in beslag genomen of verbeurdverklarde dieren; "

(1) Senaat.

Gewone zitting 1991-1992.

214-1 Voorstel van de wet. - 263-1 Voorstel van de wet. - 309-1 Voorstel van de wet. - 370-1 Voorstel van de wet.

Zitting 1992-1993.

598-1 Voorstel van de wet. - 665-1 Voorstel van de wet. - 763-1 Voorstel van de wet. - 855-1 Voorstel van de wet.

Zitting 1993-1994.

972-1 Ontwerp van wet. - 972-2 Verslag namens de Commissie voor de Landbouw en de Middenstand uitgebracht door de heren De Meyer en Maertens. - 972-3 Amendement van de heer Verreycken. - 972-4 Amendementen van de heer Cuyvers en c.s. - 972-5 Amendementen van de heer Matthys en c.s. - 972-6 Amendementen van de heer Bock. - 972-7 Artikelen in eerste lezing aangenomen.

Parlementaire Handelingen. - Vergaderingen van 18 en 19 januari 1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Gewone zitting 1991-1992.

334-1 Voorstel van de wet.

Zitting 1993-1994.

1460-1 Voorstel van de wet. - 1506-1 Voorstel van de wet. -

Zitting 1994-1995.

1679-1 Ontwerp overgezonden door de Senaat. - 1679-2 Amendementen nr. 1 tot 10 van de heer Wymeersch, nr. 11 de heer Denys en nr. 12 van de heer Beysen en Denys. - 1679-3 Amendementen nr. 13 en 14 van de heer Coveliers en c.s. - 1679-4 Amendementen nr. 15 tot 17 van de heer Standaert. - 1679-5 Amendementen nr. 18 en 19 van Mevr. Stengers & de heer Duquesne. - 1679-6 Amendementen nr. 20 tot 32 van de heer Denys en c.s. - 1679-7 Amendementen nr. 33 en 34 van de heer Wymeersch. - 1679-8 Amendementen nr. 35 van de heer Hazette. - 1679-9 Amendementen nr. 36 van de heer Hazette. - 1679-10 Verslag namens de Commissie van de Landbouw en de Middenstand uitgebracht door de heer Hazette.

Parlementaire Handelingen. - Vergaderingen van 3 en 7 april 1995.

4° le point 9 est remplacé par ce qui suit :

" 9. Parc zoologique : tout établissement accessible au public où sont détenus et exposés des animaux vivants, y compris les parcs d'animaux, les parcs-safari, les dolphinariums et les collections spécialisées, à l'exclusion cependant des cirques, des expositions itinérantes et des établissements commerciaux pour animaux; "

5° les points 10, 11 et 12 sont abrogés :

6° le point 15 est remplacé par ce qui suit :

" 15.1. Animal d'expérience : tout être vertébré vivant, y compris les formes larvaires autonomes et/ou capables de reproduction, à l'exclusion d'autres formes foetales ou embryonnaires, utilisé ou destiné à être utilisé dans des expériences.

15.2. Expérience sur animaux : toute utilisation d'un animal à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques susceptibles de causer à cet animal des douleurs, des souffrances, de l'inconfort ou des dommages durables, y compris toute intervention visant à aboutir à la naissance d'un animal dans ces conditions ou susceptible d'aboutir à une telle naissance, mais à l'exception des méthodes les moins douloureuses acceptées par la pratique moderne (c'est-à-dire des méthodes " humaines ") pour le sacrifice ou le marquage des animaux.

Une expérience commence au moment où un animal est préparé pour la première fois aux fins d'utilisation et se termine lorsque aucune observation ne doit plus être faite. La suppression des douleurs, des souffrances, de l'inconfort ou des dommages durables du fait de l'utilisation efficace d'un anesthésique à effet général ou local ou d'autres méthodes ne place pas l'utilisation d'un animal en dehors du champ d'application de la présente définition.

La présente disposition ne s'applique pas aux actes vétérinaires pratiqués dans les exploitations agricoles ou en clinique à des fins non expérimentales. "

Art. 3. Dans le chapitre II de la même loi, il est inséré un article 3bis, rédigé comme suit :

" Art. 3bis. § 1er. Il est interdit de détenir des animaux n'appartenant pas aux espèces ou aux catégories mentionnées sur une liste établie par le Roi. Cette liste ne porte pas préjudice à la législation relative à la protection des espèces animales menacées.

§ 2. Par dérogation au § 1er, des animaux d'espèces ou de catégories autres que celles désignées par le Roi peuvent être détenus :

- 1° dans des parcs zoologiques;
- 2° dans des laboratoires;

3° a) par des particuliers, à condition qu'ils puissent prouver que les animaux étaient détenus avant l'entrée en vigueur de l'arrêté visé au présent article. Cette preuve ne doit pas être apportée pour la progéniture de ces animaux à condition que celle-ci se trouve chez le premier propriétaire;

b) par des particuliers agréés par le ministre qui a l'agriculture dans ses attributions, sur avis du comité d'experts visé à l'article 5, § 2, deuxième alinéa.

Le Roi fixe la procédure pour l'application du a) et du b). Il peut en outre fixer des conditions particulières pour la détention et l'identification des animaux visés;

4° par des vétérinaires, pour autant que les animaux qui leur sont confiés par tierces personnes soient détenus temporairement pour des soins vétérinaires;

5° par des refuges pour animaux, pour autant qu'il s'agisse d'un hébergement temporaire d'animaux saisis, d'animaux dont il est fait abandon ou recueillis dont le détenteur n'a pu être identifié;

6° par des établissements commerciaux pour animaux, pour autant qu'ils détiennent les animaux pour une courte durée et dans la mesure où un accord écrit a été conclu préalablement avec des personnes physiques ou morales visées aux 1°, 2°, 3° b) et 7°;

7° dans des cirques ou expositions itinérantes.

§ 3. Sans préjudice des dérogations prévues au § 2, le Roi peut interdire à certaines des personnes physiques ou morales énumérées au § 2, la détention d'animaux d'autres espèces ou de catégories qu'il désigne. "

4° het punt 9 wordt vervangen als volgt :

" 9. Dierentuin : elke voor het publiek toegankelijke inrichting waar levende dieren worden gehouden om te worden tentoongesteld, met inbegrip van dierenparken, safariparken, dolfinaria, aquaria, en gespecialiseerde verzamelingen, evenwel met uitzondering van circussen, rondreizende tentoonstellingen en handelszaken voor dieren; "

5° de punten 10, 11 en 12 worden opgeheven;

6° het punt 15 wordt vervangen als volgt :

" 15.1. Proefdier : ieder levend gewerveld dier, met inbegrip van vrij levende en/of zich voortplantende larvale vormen, met uitsluiting van andere foetale of embryonale vormen, dat wordt gebruikt in proeven, of voor proefdoeleinden is bestemd.

15.2. Dierproef : ieder gebruik van een dier voor experimentele en andere wetenschappelijke doeleinden waardoor pijn, lijden, ongemak of blijvend letsel aan het dier kan worden berokkend, met inbegrip van iedere behandeling waarvan het doel of het mogelijke gevolg de geboorte van het dier in een dergelijke toestand is, maar met uitzondering van de minst pijnlijke, in de moderne praktijk aanvaarde methoden voor het doden of merken van een dier (de zogenoemde " humane methoden ").

Een proef begint bij de eerste voorbereiding van een dier voor het gebruik en eindigt wanneer geen verdere waarnemingen voor die proef worden gedaan. De uitschakeling van pijn, lijden, ongemak of blijvend letsel door de efficiënte toepassing van algehele of plaatselijke verdoving, of van een andere methode heeft niet tot gevolg dat het gebruik van een dier in dat geval buiten deze omschrijving valt.

Niet-experimentele behandelingen in de landbouwkundige bedrijfsvoering en in de uitoefening van de diergeneeskundige praktijk vallen niet onder deze bepaling. "

Art. 3. In hoofdstuk II van dezelfde wet wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidende :

" Art. 3 bis. § 1. Het is verboden dieren te houden die niet behoren tot de soorten of categorieën vermeld op een door de Koning vastgestelde lijst. Deze lijst doet geen afbreuk aan de wetgeving betreffende de bescherming van bedreigde diersoorten.

§ 2. In afwijking van § 1 mogen dieren van andere soorten of categorieën dan die aangewezen door de Koning worden gehouden :

- 1° in dierentuinen;
- 2° door laboratoria;

3° a) door particulieren, op voorwaarde dat zij bewijzen kunnen voorleggen dat de dieren werden gehouden voor de inwerkingtreding van het in dit artikel bedoelde besluit. Dit bewijs moet niet worden voorgelegd voor de nakomelingen van deze dieren, op voorwaarde dat ze zich bij de eerste eigenaar bevinden;

b) door particulieren erkend door de minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort, op advies van het in artikel 5, § 2, tweede lid, bedoelde comité van deskundigen.

De Koning bepaalt de procedure voor de toepassing van het bepaalde in a) en b). Hij kan bovendien bijzondere voorwaarden vaststellen voor het houden en het identificeren van de bedoelde dieren;

4° door dierenartsen, voor zover het dieren van derden betreft die tijdelijk gehouden worden voor diergeneeskundige verzorging;

5° door dierenasielen, voor zover het een tijdelijk verblijf betreft van dieren die in beslag zijn genomen, waarvan afstand werd gedaan of die aangetroffen werden zonder dat vastgesteld kon worden wie de houder ervan is;

6° door handelszaken voor dieren, voor zover zij de dieren gedurende korte tijd houden en voor zover vooraf een schriftelijke overeenkomst met natuurlijke personen of rechtspersonen bedoeld in de punten 1°, 2°, 3° b) en 7°, werd gesloten;

7° in circussen of in rondreizende tentoonstellingen.

§ 3. Onverminderd de afwijkingen voorzien in § 2, kan de Koning het houden van door hem aangewezen dieren van andere soorten of categorieën verbieden aan sommige van de in § 2 opgesomde natuurlijke personen of rechtspersonen. "

Art. 4. A l'article 5 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par ce qui suit :

" § 1er. Sans préjudice de la législation sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, l'exploitation d'élevages de chiens, de chats, de refuges pour animaux, de pensions et d'établissements commerciaux pour animaux, de marchés et parcs zoologiques est soumise à l'agrément du ministre qui a l'agriculture dans ses attributions ou des autorités désignées par le Roi ; "

2° au § 2, alinéa 2, les mots " zoos, parcs d'animaux et collections privées " sont remplacés par les mots " parcs zoologiques " ;

3° le § 2 est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

" Le Roi peut imposer des conditions de compétence aux personnes qui détiennent et soignent des animaux dans les établissements visés au § 1er. "

4° le § 3 est complété par un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

" Le service vétérinaire, assisté ou non d'experts, procède à une enquête avant tout agrément. Les frais afférents à l'agrément sont à la charge des demandeurs à l'exception des refuges pour animaux. Le Roi fixe les montants de ces frais. "

5° le § 4 est abrogé.

Art. 5. L'article 6 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1er, est complété par un § 2 et un § 3, rédigés comme suit :

" § 2. Le Roi peut prescrire des mesures visant à assurer le bien-être des animaux utilisés pour distraire le public dans les cirques, expositions itinérantes, fêtes foraines, concours et en d'autres circonstances. Il peut en outre imposer des conditions de compétence aux personnes qui détiennent ou soignent les animaux visés. "

§ 3. Il peut déterminer les règles selon lesquelles les organisateurs et leurs préposés, ainsi que les personnes désignées par le ministre qui a l'agriculture dans ses attributions, collaborent avec les agents de l'autorité qu'il désigne dans le but d'organiser le contrôle des ces concours, notamment pour ce qui est des mesures visées au § 2 et de l'emploi des substances visées à l'article 36, 2°. "

Art. 6. A l'article 7 de la même loi, les mots " certaines catégories d'animaux de compagnie " sont remplacés par les mots " les chiens et les chats ".

Art. 7. L'article 8 de la même loi est abrogé.

Art. 8. A l'article 9 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1er et 2, les mots " à un zoo ou à un parc d'animaux " sont remplacés par les mots " ou à un parc zoologique " ;

2° au § 2, premier alinéa, les mots " ne peut être tué; il " sont supprimés;

3° le dernier alinéa du § 2 est remplacé par ce qui suit :

" Le propriétaire d'un animal errant, perdu ou abandonné est redevable des frais de placement, d'entretien et de garde, qu'il réclame ou non la restitution de l'animal. Le remboursement des frais est réclamé par le refuge pour animaux visé à l'article 9, § 1er, alinéa 3. Si l'animal a été placé par la commune chez une personne, dans un parc zoologique ou dans un refuge autre que celui ou ceux visés à l'article 9, § 1er, alinéa 3, le remboursement des frais est réclamé pour leur compte par l'administration communale. "

4° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

" § 3. Les délais fixés au § 2 ne doivent pas être pris en considération lorsqu'un vétérinaire juge que l'animal doit être abattu. Dans ce cas, les données d'identification de l'animal ainsi que les motifs de l'euthanasie doivent être conservés à l'usage de l'ancien propriétaire de l'animal. "

Art. 9. L'article 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

" Art. 10. Le Roi peut imposer les conditions afférentes à la commercialisation des animaux dans le but de les protéger et d'assurer leur bien-être. "

Ces conditions ne peuvent se rapporter qu'à l'âge des animaux mis en vente, à leur identification, aux informations à l'acheteur, aux garanties pour l'acheteur et aux certificats y afférents, au traitement préventif contre des maladies, au conditionnement, à la présentation et à l'exposition en vue de la commercialisation. "

Art. 4. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

" 1. Onverminderd de wetgeving op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven is voor de uitbating van hondenkwekerijen, kattenkwekerijen, dierenasielen, dierenpensions, handelszaken voor dieren, markten en dierentuinen een erkenning vereist van de minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort ofwel van de overheden die de Koning aanwijst ; "

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden " zoo's, dierenparken en private verzamelingen " vervangen door het woord " dierentuinen " ;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

" De Koning kan bekwaamheidsvoorwaarden opleggen voor personen die dieren houden en verzorgen in de in § 1 vermelde instellingen. "

4° paragraaf 3 wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

" De diergeneeskundige dienst stelt, al dan niet bijgestaan door deskundigen, voor elke erkenning vooraf een onderzoek in. De kosten voortvloeiend uit de erkenning zijn, dierenasielen uitgezonderd, ten laste van de verzoekers. De Koning stelt de bedragen van deze kosten vast. "

5° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 5. In artikel 6 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, worden een § 2 en een § 3 toegevoegd, luidende :

" § 2. De Koning kan maatregelen voorschrijven tot het waarborgen van het welzijn van dieren die tot vermaak van het publiek worden gebruikt in circussen, rondreizende tentoonstellingen, op kermissen, wedstrijden en bij andere gelegenheden. Hij kan bovendien bekwaamheidsvoorwaarden opleggen voor de personen die de bedoelde dieren houden en verzorgen. "

§ 3. Hij kan de wijze bepalen waarop de organisatoren van wedstrijden en hun aangestelden alsmede de personen aangewezen door de minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort, met de door Hem aangewezen overheidspersonen samenwerken om de controle van deze wedstrijden, in het bijzonder op de maatregelen bedoeld in § 2 en op het gebruik van de stoffen bedoeld in artikel 36, 2°, te organiseren. "

Art. 6. In artikel 7 van dezelfde wet worden de woorden " bij sommige categorieën gezelschapsdieren " vervangen door de woorden " bij honden en katten ".

Art. 7. Artikel 8 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 9 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 worden de woorden " zoo of dierenpark " vervangen door de woorden " of dierentuin " ;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden " mag niet worden gedood; het " geschrapt;

3° het laatste lid van § 2 wordt vervangen als volgt :

" De eigenaar van een zwerfend, verloren of achtergelaten dier is vergoeding verschuldigd voor de opname, de verzorgings- en de hoedekosten ongeacht of de eigenaar het dier al of niet teruggeeft. De kosten worden teruggevorderd door het dierenasiel bedoeld in artikel 9, § 1, derde lid. Als het dier door de gemeente geplaatst werd bij een persoon, in een dierentuin of een ander asielen dan dat of die bedoeld in artikel 9, § 1, derde lid, dan zullen de kosten voor hun rekening worden teruggevorderd door het gemeentebestuur. "

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

" § 3. De in § 2 gestelde termijnen moeten niet in acht worden genomen wanneer een dierenarts oordeelt dat het dier moet worden gedood. In dit geval moet de identificatiegegevens van het dier, aangevuld met de redenen van euthanasie bijgehouden worden ten behoeve van de vroegere eigenaar van het dier. "

Art. 9. Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

" Art. 10. De Koning kan voorwaarden opleggen aan de verhandeling van dieren met het doel hen te beschermen en hun welzijn te verzekeren. "

Deze voorwaarden mogen slechts betrekking hebben op de leeftijd van de te koop aangeboden dieren, de identificatie, de informatie aan de koper, de waarborgen aan de koper en de getuigschriften in verband hiermede, de preventieve behandeling tegen ziekten, de verpakking, de aanbidding en de tentoonstelling voor de verhandeling. "

Art. 10. Dans la même loi est inséré un article 11bis, rédigé comme suit :

" Art. 11bis. Il est interdit de faire de la publicité, en ce compris le placement d'annonces, dans le but de commercialiser des espèces animales qui ne figurent pas sur la liste établie en application de l'article 3bis, § 1er.

L'interdiction prévue à l'alinéa 1er concerne également les chiens et les chats, sauf s'il s'agit d'annonces publiées dans des revues spécialisées ou lorsque la publicité est faite par des personnes possédant un établissement agréé visé à l'article 5.

Art. 11. L'article 12 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

" Art. 12. Il est interdit de commercialiser des chiens et des chats sur la voie publique ainsi que sur les marchés, dans les foires, salons, expositions et en des circonstances similaires, de même qu'au domicile de l'acheteur, sauf si, dans ce dernier cas, l'initiative émane de l'acheteur même.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre l'interdiction établie à l'alinéa 1er à d'autres espèces ou catégories d'animaux. Il peut toutefois accorder la levée de cette dernière interdiction pour la commercialisation sur les marchés par des personnes exploitant un établissement commercial agréé pour animaux.

Art. 12. A l'article 13, § 1er, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 2, les mots " au transport, " sont supprimés;

2° les points suivants sont ajoutés :

" 4. au transport, en ce compris la durée, la distance et les circonstances;

5. aux documents qui doivent être tenus à jour. "

Art. 13. A l'article 16 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

" Les dispositions du chapitre VI de la présente loi, à l'exception de l'article 16, § 2, alinéa 2, ne s'appliquent toutefois pas aux abattages prescrits par un rite religieux. "

2° le § 2, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

" Le Roi peut déterminer que certains abattages prescrits par un rite religieux doivent être effectués dans des abattoirs agréés ou dans des établissements agréés par le ministre qui à l'agriculture dans ses attributions, après concertation avec le ministre qui a la santé publique dans ses attributions, par des sacrificateurs habilités à ce faire par les représentants du culte. "

Art. 14. Dans la même loi est inséré un article 17bis, rédigé comme suit :

" Art. 17bis. § 1er. Il est interdit d'effectuer sur un vertébré une ou plusieurs interventions entraînant l'amputation ou la lésion d'une ou plusieurs parties sensibles de son corps.

§ 2. Le § 1er ne s'applique pas aux :

1° interventions nécessaires d'un point de vue vétérinaire;

2° interventions obligatoires en vertu de la législation relative à la lutte contre les maladies des animaux;

3° interventions pour l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter la reproduction de l'espèce. Le Roi établit, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la liste de ces interventions et fixe les cas dans lesquels et les méthodes selon lesquelles ces interventions peuvent être pratiquées. "

Art. 15. L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

" Art. 19. § 1er. A partir du 1er janvier 2000, il est interdit de participer à des expositions, expertises ou concours avec des animaux ayant subi une intervention interdite à l'article 17bis.

§ 2. Il est interdit d'admettre à une exposition, à une expertise ou à un concours un animal ayant subi une intervention interdite à l'article 17bis.

§ 3. Il est interdit de commercialiser des animaux ayant subi une intervention interdite à l'article 17bis.

§ 4. Les dispositions des paragraphes précédents ne sont pas d'application s'il peut être prouvé que l'intervention a été effectuée avant l'entrée en vigueur de l'interdiction visée à l'article 17bis. "

Art. 10. In dezelfde wet wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidende :

" Art. 11bis. Het is verboden reclame te maken, daarin begrepen het plaatsen van advertenties, met het oog op het verhandelen van diersoorten die niet voorkomen in de lijst aangelegd in toepassing van artikel 3bis, § 1.

De verbodsbepaling van het eerste lid betreft eveneens honden en katten, tenzij het gaat om advertenties in vaktijdschriften of wanneer de reclame wordt gemaakt door personen die een erkende instelling bezitten als bedoeld in artikel 5. "

Art. 11. Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

" Art. 12. Het is verboden honden en katten te verhandelen op de openbare weg alsmede op markten, beurzen, salons, tentoonstellingen en bij soortgelijke gelegenheden evenals bij de koper thuis, tenzij in dit laatste geval het initiatief van de koper zelf uitgaat.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit het in het eerste lid ingestelde verbod uitbreiden tot andere soorten of categorieën van dieren. Hij kan evenwel ontheffing van dit laatste verbod verlenen voor het verhandelen op markten door personen die een erkende handelszaak voor dieren exploiteren. "

Art. 12. In artikel 13, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het punt 2 worden de woorden " het vervoer, " geschrapt;

2° de volgende punten worden toegevoegd :

" 4. het vervoer, daarin begrepen de duur, de afstand en de omstandigheden;

5. De documenten die moeten worden bijgehouden. "

Art. 13. In artikel 16 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

" De bepalingen van hoofdstuk VI van deze wet, artikel 16, § 2, tweede lid, uitgezonderd, zijn evenwel niet van toepassing op slachtingen voorgeschreven door de ritus van een eredienst. "

2° paragraaf 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

" De Koning kan bepalen dat sommige slachtingen voorgeschreven door de ritus van een eredienst moeten worden uitgevoerd in erkende slachthuizen of in inrichtingen erkend door de minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort na overleg met de minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, door offeraars die daartoe zijn gemachtigd door de vertegenwoordigers van de eredienst. "

Art. 14. In dezelfde wet wordt een artikel 17bis ingevoegd, luidende :

" Art. 17bis. § 1. Het is verboden één of meer ingrepen bij een gewerveld dier te verrichten waarbij één of meerdere gevoelige delen van het lichaam worden verwijderd of beschadigd.

§ 2. Het bepaalde in § 1 is niet van toepassing op :

1° ingrepen waarvoor een diergeneeskundige noodzaak bestaat;

2° ingrepen die op grond van de wetgeving inzake de dierenziektenbeschrijving verplicht zijn;

3° ingrepen met het oog op het nutsgebruik van het dier of op de beperking van de voortplanting van de diersoort. De Koning stelt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de lijst van deze ingrepen vast en bepaalt de gevallen waarin en de wijze waarop die ingrepen mogen worden uitgevoerd. "

Art. 15. Artikel 19 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

" Art. 19. § 1. Vanaf 1 januari 2000 is het verboden om deel te nemen aan tentoonstellingen, keuringen of wedstrijden met dieren waarbij een bij artikel 17bis verboden ingreep is verricht.

§ 2. Het is verboden een dier dat een bij artikel 17bis verboden ingreep heeft ondergaan tot een tentoonstelling, keuring of wedstrijd toe te laten.

§ 3. Het verhandelen van dieren waarbij een bij artikel 17bis verboden ingreep is verricht, is verboden.

§ 4. De bepalingen van de voorafgaande paragrafen zijn niet van toepassing indien bewijzen kunnen worden voorgelegd dat de ingreep is verricht voor het van kracht worden van het in artikel 17bis bedoelde verbod. "

Art. 16. A l'article 20 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, les mots " à l'article 3, 15, " sont remplacés par les mots " aux conditions fixées dans ce chapitre ";

2° un § 3 est inséré, libellé comme suit :

" § 3. Le Roi peut interdire les expériences sur animaux qu'il détermine. "

Art. 17. L'article 21 de la même loi est complété par un § 4, rédigé comme suit :

" § 4. Le Roi peut déterminer la création de commissions d'éthique dans les laboratoires où sont effectuées des expériences qui peuvent provoquer des douleurs, des souffrances ou des lésions. Il en détermine la composition et le fonctionnement.

La commission d'éthique a pour mission :

1° l'évaluation des expériences prévues et exécutées;

2° l'établissement de critères sur le plan de l'éthique concernant les expériences sur animaux;

3° la formulation d'avis aux directeurs du laboratoire, maîtres d'expérience et collaborateurs en ce qui concerne les aspects d'éthique des expériences sur animaux;

4° la formulation d'avis aux autorités de contrôle en ce qui concerne les aspects d'éthique des expériences sur animaux. "

Art. 18. L'article 23, § 1er, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

" § 1er. Le Roi peut fixer des règles concernant l'origine des animaux d'expérience et fixer des conditions spéciales relatives à la détention d'animaux d'expérience de diverses catégories. Il peut en outre prescrire des règles visant à déterminer et à contrôler l'origine des animaux. Les chiens et les chats doivent toutefois être inscrits dans un registre avec mention de leur provenance. "

Art. 19. A l'article 24 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 3 est remplacé par ce qui suit :

" 3. Lorsqu'une expérience s'impose, le choix des espèces doit faire l'objet d'un examen attentif. Le choix des expériences sera guidé par le souci de sélectionner celles qui utilisent le nombre minimal d'animaux et les animaux les moins sensibles du point de vue neurophysiologique, qui causent le moins de douleur, de souffrance, d'inconfort et de dommages durables et pour lesquelles il y a le plus de chances d'obtenir des résultats satisfaisants. "

2° le point 4 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

" Lorsque l'anesthésie ne peut être pratiquée pour la raison précitée, il convient d'employer des analgésiques ou d'autres méthodes appropriées pour assurer que la douleur, la souffrance, l'inconfort ou le dommage soient limités. L'animal ne peut en aucun cas être exposé à une douleur, un inconfort ou une souffrance intenses. "

Art. 20. L'article 26, § 1er, de la même loi est complété par un troisième alinéa, rédigé comme suit :

" Le Roi peut fixer des règles supplémentaires concernant la formation et la qualification du maître d'expérience. "

Art. 21. L'article 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

" Art. 29. Le Roi peut fixer des règles concernant la formation et la qualification du personnel qui est chargé de l'exécution des expériences sur des animaux et des soins aux animaux d'expérience. "

Art. 22. L'article 33, § 2, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

" § 2. Le Roi peut fixer les conditions de formation des préposés des associations agréées.

Il peut régler les modalités selon lesquelles les associations agréées et leurs préposés ainsi que les personnes désignées par le ministre qui a l'agriculture dans ses attributions sur proposition du Conseil du bien-être des animaux, collaborent avec les agents de l'autorité qu'il désigne. "

Art. 23. A l'article 34 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots " et autres agents désignés par le ministre qui a l'agriculture dans ses attributions " sont remplacés par les mots " les vétérinaires-fonctionnaires de l'Institut d'expertise vétérinaire, les vétérinaires agréés ou autres agents désignés par le ministre qui a l'agriculture dans ses attributions. "

Art. 16. In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden " artikel 3, 15, " vervangen door de woorden " de voorwaarden gesteld in dit hoofdstuk ";

2° een § 3 wordt toegevoegd, luidende :

" § 3. De Koning kan de door Hem te bepalen dierproeven verbieden. "

Art. 17. Artikel 21 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 4, luidende :

" § 4. De Koning kan bepalen dat ethische commissies worden opgericht bij de laboratoria waar proeven worden verricht die pijn, lijden of letsel kunnen veroorzaken. Hij bepaalt de samenstelling en de werking ervan.

De ethische commissie heeft als opdracht :

1° de evaluatie van de geplande en de uitgevoerde proeven;

2° het opstellen van criteria op ethisch vlak inzake dierproeven;

3° advies te verlenen aan de laboratoriumdirecteur, proefleiders en medewerkers inzake de ethische aspecten van dierproeven;

4° advies te verlenen aan de toezichthoudende overheid inzake de ethische aspecten van dierproeven. "

Art. 18. Artikel 23, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

§ 1. De Koning kan regelen vaststellen betreffende de herkomst van de proefdiëren en bijzondere voorwaarden bepalen met betrekking tot het houden van proefdieren van verschillende categorieën. Hij kan bovendien regelen voorschrijven om de herkomst van de dieren vast te stellen en te controleren. Honden en katten moeten echter in een register worden ingeschreven, met de vermelding van hun herkomst. "

Art. 19. In artikel 24 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 3 wordt vervangen als volgt :

" 3. Indien een proef noodzakelijk is, moet de keuze van de diersoort zorgvuldig worden overwogen. Indien er verschillende mogelijkheden zijn, moet gekozen worden voor proeven waarbij gebruik wordt gemaakt van een minimum aantal dieren, waarbij dieren betrokken worden met de laagste graad van neurofysiologische gevoeligheid en waarbij een minimum aan pijn, lijden, ongemak of blijvend letsel wordt berokkend, met de grootste kans op een bevredigend resultaat. "

2° het punt 4 wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

" Indien de verdoving om hoger aangehaalde redenen niet toegepast kan worden, moeten analgetica of andere passende methoden worden gebruikt om te waarborgen dat pijn, lijden, ongemak of letsel wordt beperkt. Het dier mag in geen geval blootstaan aan hevige pijn, groot ongemak of leed. "

Art. 20. Artikel 26, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

" De Koning kan bijkomende regelen vaststellen met betrekking tot de vorming en de opleiding van de proefleider. "

Art. 21. Artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

" Art. 29. De Koning kan regelen vaststellen in verband met de vorming en de opleiding van het personeel belast met de uitvoering van de dierproeven en de verzorging van de proefdieren. "

Art. 22. Artikel 33, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

" § 2. De Koning kan voorwaarden bepalen voor de opleiding van de aangestelden van de erkende verenigingen.

Hij kan de wijze regelen waarop de erkende verenigingen en hun aangestelden alsmede de personen die door de minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort aangewezen zijn op voordracht van de Raad van dierenwelzijn, met de door Hem aangewezen overheids-personen samenwerken. "

Art. 23. In artikel 34 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden " en andere ambtenaren aangewezen door de minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort " vervangen door de woorden " de dierenartsen-ambtenaren van het Instituut voor veterinaire keuring, de aangenomen dierenartsen of andere ambtenaren aangewezen door de minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort. "

2° à l'alinéa 5, entre les mots " libre accès à " et les mots " tous établissements ", sont insérés les mots " tous moyens de transport, tous terrains, ".

Art. 24. A l'article 35 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le texte néerlandais du 3° est remplacé par ce qui suit :

" een dier achterlaat met de bedoeling zich ervan te ontdoen; ";

2° au 5°, les mots " article 19 " sont remplacés par les mots " article 17bis ".

Art. 25. A l'article 36 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au 2°, les mots " d'augmenter artificiellement et temporairement ses prestations " sont remplacés par les mots " d'influencer ses prestations, ou qui sont de nature à empêcher le dépistage des produits stimulants; ";

2° le 7° est remplacé par ce qui suit :

" 7° se sert de chiens comme bêtes de somme ou de trait, sous réserve des dérogations que le ministre qui a l'agriculture dans ses attributions peut accorder selon les conditions fixées par le Roi; ";

3° le 9° est remplacé par ce qui suit :

" 9° utilise un animal à des fins de dressage, d'une mise en scène, de publicité ou à des fins similaires, dans la mesure où il est évident qu'il résulte de cette utilisation impropre des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables; ";

4° au 13°, les mots " par voie postale " sont insérés après les mots " contre remboursement ";

5° au 14°, les mots " détient des animaux contrairement à l'article 5, § 4, " sont supprimés;

6° il est ajouté un 15° et un 16°, rédigés comme suit :

" 15° détient ou commercialise des animaux teints;

16° propose ou décerne des animaux à titre de prix, de récompense ou de don lors de concours, de loteries, de paris ou dans d'autres circonstances similaires, sauf les dérogations qui pourront être accordées par le ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

Ces dérogations ne peuvent être accordées qu'à l'occasion de festivités, marchés annuels, concours et autres manifestations ayant un caractère professionnel ou assimilé. "

Art. 26. Dans la même loi est inséré un article 36bis, rédigé comme suit :

" Art. 36bis. Sans préjudice de l'application de peines plus sévères portées par le Code pénal, est puni d'une amende de 26 francs à 1 000 francs celui qui organise une course de chevaux et/ou un entraînement en préparation à une course de ce genre ou qui y participe, si la course a lieu totalement ou partiellement sur la voie publique, dont le revêtement consiste en asphalte, béton, pavés, briques ou un autre matériau dur. "

Art. 27. Au § 1er de l'article 39 de la même loi, les mots " les peines d'emprisonnement et d'amende peuvent être portées au double " sont remplacés par les mots " les peines de prison et d'amende sont portées au double ".

Art. 28. L'article 42, § 1er, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

" Les agents de l'autorité visés à l'article 34 de la loi peuvent, en cas d'infraction, saisir les animaux, les cadavres, la viande ou les objets qui font l'objet de l'infraction, qui ont servi à commettre l'infraction ou qui devaient servir à commettre l'infraction. "

Art. 29. Dans la même loi est inséré un article 45bis, rédigé comme suit :

" Art. 45bis. Les dispositions de la présente loi sont applicables en cas d'infraction aux règlements de la Communauté européenne relatifs à des matières qui, en vertu de la présente loi, relèvent du pouvoir réglementaire du Roi, et qui sont en vigueur dans le Royaume. "

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre, dans le cadre de la présente loi, toutes mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui découlent du Traité instituant la Communauté européenne et des actes internationaux pris en vertu de ce traité, ces mesures pouvant comporter l'abrogation et la modification de dispositions législatives. "

Art. 30. A l'article 46 de la même loi, les mots " à l'exception de l'article 19, qui entre " sont remplacés par les mots " à l'exception des articles 3bis et 17bis qui entrent ".

2° in het vijfde lid worden de woorden " vervoersmiddelen, gronden, " ingevoegd tussen het woord " alle " en het woord " bedrijven ".

Art. 24. In artikel 35 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de Nederlandse tekst van het 3° wordt vervangen als volgt :

" een dier achterlaat met de bedoeling zich ervan te ontdoen; ";

2° in het 5° worden de woorden " artikel 19 " vervangen door de woorden " artikel 17bis ".

Art. 25. In artikel 36 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 2° worden de woorden " kunstmatig en tijdelijk te verhogen " vervangen door de woorden " te beïnvloeden of het opsporen van prestatiebeïnvloedende stoffen te verdoezelen; ";

2° het 7° wordt vervangen als volgt :

" 7° honden als last- en trekdiere gebruikt, onverminderd de afwijkingen die de minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort kan verlenen volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt; ";

3° het 9° wordt vervangen als volgt :

" 9° een dier gebruikt voor africhting, inscenering, reclame of gelijkwaardige doeleinden in de mate dat dit oneigenlijk gebruik duidelijk leidt tot vermijdbare pijn, lijden of letsel; ";

4° in het 13° worden na de woorden " onder rembours verzendt " de woorden " per post " toegevoegd;

5° in het 14° worden de woorden " dieren houdt in overtreding van artikel 5, § 4, ", geschrapt;

6° een 15° en 16° worden toegevoegd, luidende :

" 15° geleverde dieren houdt of verhandelt;

16° dieren als prijs, beloning of gift uitlooft of uitreikt bij wedstrijden, verlotingen, weddenschappen of andere gelijkaardige evenementen, behalve de afwijkingen welke door de minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort kunnen verleend worden.

Deze afwijkingen kunnen slechts worden verleend ter gelegenheid van feesten, jaarmarkten, wedstrijden en andere manifestaties met een professioneel of geassimileerd karakter. "

Art. 26. In dezelfde wet wordt een artikel 36. bis ingevoegd, luidende :

" Art. 36 bis. Onverminderd de toepassing van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt gestraft met een boete van 26 frank tot 1 000 frank, hij die een straatpaardenkoers en/of een oefenmoment ter voorbereiding van een dergelijke koers organiseert of eraan deelneemt, waarbij de koers geheel of gedeeltelijk gelopen wordt op de openbare weg, waarvan de bestrating bestaat uit asfalt, beton, straatkeien of klinkers of een ander hard materiaal. "

Art. 27. In § 1 van artikel 39 van dezelfde wet worden de woorden " kunnen de gevangenisstraffen en de geldboeten worden verdubbeld " vervangen door de woorden " worden de gevangenisstraffen en de geldboetes verdubbeld ".

Art. 28. Artikel 42, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

" De overheidspersonen bedoeld in artikel 34 van de wet kunnen, in geval van overtreding, de dieren, de kadavers, het vlees of de voorwerpen die het voorwerp vormen van de inbreuk of die gediend hebben om de inbreuk te plegen of die bestemd waren om de inbreuk te begaan, in beslag nemen. "

Art. 29. In dezelfde wet wordt een artikel 45bis ingevoegd, luidende :

" Art. 45bis. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing bij overtreding van de verordeningen van de Europese Gemeenschap die van kracht zijn in het Rijk en materies betreffen welke op grond van deze wet tot de verordnungsbevoegdheid van de Koning behoren. "

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, binnen het toepassingsgebied van deze wet, alle vereiste maatregelen treffen ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de krachtens dit verdrag tot stand gekomen internationale akten, welke maatregelen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden. "

Art. 30. In artikel 46 van dezelfde wet worden de woorden " uitgezonderd artikel 19 dat in werking treedt " vervangen door de woorden " uitgezonderd de artikelen 3bis en 17bis die in werking treden ".

Art. 31. La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 11 qui entre en vigueur le premier jour du sixième mois de sa publication.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles le 4 mai 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET.

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Le Ministre de la Santé publique et de l'Environnement,
J. SANTKIN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 31. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 11 dat in werking treedt de eerste dag van de zesde maand volgend op haar bekendmaking.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,
A. BOURGEOIS

De Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. SANTKIN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 95 - 2077

23 JUN 1995

Arrêté royal fixant le cadre organique du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, donné le 20 avril 1995;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 20 mars 1995;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le cadre du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs est fixé comme suit :

Niveau 1 :	
Administrateur général.....	1
Administrateur général adjoint.....	1
Premier conseiller.....	2
Directeur.....	4
Conseiller adjoint.....	6
Inspecteur ou inspecteur principal (1).....	2
Secrétaire d'administration.....	6
Traducteur-réviseur ou traducteur-réviseur principal ou traducteur-directeur (1).....	1
Total.....	23

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 95 - 2077

23 JUNI 1995. - Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het gemotiveerd advies van het Basisoverlegcomité van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers, gegeven op 20 april 1995;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 maart 1995;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De personeelsformatie van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers wordt vastgesteld als volgt :

Niveau 1 :	
Administrateur-generaal.....	1
Adjunct-administrateur-generaal.....	1
Eerste adviseur.....	2
Directeur.....	4
Adjunct-adviseur.....	6
Inspecteur of eerstaanwendend inspecteur (1).....	2
Bestuurssecretaris.....	6
Vertaler-revisor of eerstaanwendend vertaler-revisor of vertaler-directeur (1).....	1
Totaal.....	23